

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 08 Juin 2008

N° 347

PRIX : 0,60 Euro



AFRIQUE DU SUD

DERRIÈRE LA VAGUE

DE VIOLENCE XÉNOPHOBE ...

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Afrique du Sud: Derrière la vague de violence xénophobe...

Page 3

- Côte d'Ivoire: un gouvernement assassin qui fait semblant de lutter contre la cherté de la vie

- Leur prétendue lutte contre la corruption, encore de la démagogie

Page 6

Sénégal: La population est fatiguée des coupures de d'électricité

Page 7

- Mali: Du riz bloqué à Abidjan et à Dakar

- Immigration: la lutte des travailleurs sans papiers continue

Page 8

Immigration: Solidarité avec la lutte des résidents du foyer de la rue du centenaire à Montreuil

ABONNEMENT FRANCE

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42
92114 CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

AFRIQUE DU SUD

DERRIÈRE LA VAGUE DE VIOLENCE XÉNOPHOBE...

Depuis le 12 mai dernier plusieurs bidonvilles d'Afrique du Sud ont été le théâtre de vagues xénophobes déferlant sur des ressortissants des pays voisins, en particulier du Zimbabwe.

Les travailleurs de ces pays sont accusés de tous les maux. D'une part ils occuperaient des logements, envahiraient les centres de santé, leurs enfants prendraient la place dans les écoles au détriment des locaux; d'autre part ils accepteraient des boulots sous payés, et feraient ainsi concurrence aux travailleurs locaux. Certains immigrés qui n'ont pas trouvé du travail seraient devenus des voleurs et des criminels. Alors des groupes animés par des idées xénophobes ont décidé de faire la loi. Ils se sont attaqués aux étrangers, surtout dans les quartiers populaires de Johannesburg. Il y a eu des dizaines de morts et de blessés graves; des milliers de personnes chassées de leur logement, de leurs quartiers ou de leur travail ont fui pour se réfugier dans des bâtiments publics, les postes de police ou dans les églises.

Les autorités sud-africaines n'ont pas réagi immédiatement à ces violences contre les immigrés. Il a fallu attendre 12 jours pour que le président Thabo Mbeki fasse une intervention publique en condamnant les agresseurs. La police quant à elle, s'est surtout fait remarquer par sa complicité avec les xénophobes.

Dans ce pays qui compte aujourd'hui près de 50 millions d'habitants, la majorité de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté, le chômage est omniprésent. La hausse mondiale des prix des denrées alimentaires survenue depuis le début de l'année, qui frappe de plein fouet les populations des pays pauvres n'a fait qu'enfoncer davantage les plus démunis dans une misère plus grande encore. Mais la colère de certains sud-africains pauvres, au lieu de se tourner contre le véritable responsable de leur misère, à savoir le système capitaliste, s'est malheureusement tournée vers d'autres pauvres, peut-être même plus pauvres qu'eux.

Les immigrés, zimbabwéens surtout, ne sont pas les seules victimes de ces vagues de violences. Des groupes armés se sont aussi attaqués à des minorités ethniques sud-africaines comme les Shangaan et les Venda, victimes des restes de sentiments racistes longtemps entretenus par le pouvoir blanc au temps de l'Apartheid pour diviser les populations noires. Les Zoulous étaient dressés contre le reste de la population.

L'indépendance de l'Afrique du Sud n'a pas mis fin à ces sentiments racistes qui comme le voit, peuvent ressurgir en cas de crise. Le pouvoir à majorité noire exploite les différences ethniques pour tenter de canaliser, de détourner les mécontentements de la population vers d'autres ethnies, et à présent, vers des ressortissants étrangers. L'installation à la frontière nord du pays des barbelés pour dissuader des émigrants zimbabwéens d'entrer en Afrique du Sud en est un signe flagrant de cette politique réactionnaire du régime.

De nombreux travailleurs africains sont particulièrement choqués de voir les images de cette violence xénophobe dans un pays qui a lutté contre l'Apartheid, lutte et qu'ils ont soutenue. Ils sont choqués qu'aujourd'hui des Africains soient ainsi traités "au pays de Mandela". Ils ont raison d'être choqués mais il est important de comprendre que derrière cette vague de violences, il y a la misère qui frappe de plein fouet les populations sud-africaines. Celles-ci croyaient, qu'à partir du moment où l'Apartheid était vaincu et que c'est la majorité noire qui gouvernait le pays, elles allaient désormais vivre mieux et enfin bénéficier des immenses richesses qui ne profitaient qu'aux Blancs et à

quelques bourgeois noirs.

Plusieurs années sont écoulées, de gigantesques immeubles ont continué de pousser comme des champignons dans des grandes villes. Les affaires des grands trusts ont fleuri mais la pauvreté elle n'a pas reculé, bien au contraire. Des millions de personnes continuent de se loger encore dans les bidonvilles qui existent toujours. Des entreprises créées par des bourgeois noirs se multiplient mais le chômage continue de sévir contre les pauvres à majorité noire.

Alors une partie de la population déçue, frustrée de n'avoir pu vivre mieux comme elle l'espérait, s'est laissée influencer par des bandes de xénophobes. Elle a déversé sa colère et ses frustrations sur des pauvres qui n'avaient comme seul tort, celui d'être des étrangers alors que les vrais responsables de leur misère, de leur pauvreté, sont ailleurs. Et pendant que les pauvres s'entre-tuent, les capitalistes, eux continuent de propager la misère et dévaster la planète. Et tant que ce système capitaliste continuera d'exister on risque de connaître en Afrique du Sud comme dans le reste de l'Afrique en général, des scènes de barbarie semblable.

CÔTE D'IVOIRE

UN GOUVERNEMENT ASSASSIN QUI FAIT SEMBLANT DE LUTTER CONTRE LA CHERTE DE LA VIE

Depuis 2 mois, les prix des marchandises ne cessent d'augmenter. Que ce soit le riz, l'huile ou le savon, dans les boutiques ; ou le poisson, la viande, l'igname, le manioc, le charbon ou le piment, au marché. Les populations pauvres ne peuvent plus se nourrir. La situation n'a jamais été aussi dramatique. Il y a deux mois, des milliers de femmes et d'enfants avaient spontanément manifesté leur colère dans les rues. Le gouvernement avait réprimé cette manifestation dans le sang, faisant au moins 2 morts. Devant cette tuerie, comment ne pas qualifier les hauts dignitaires du régime en place d'assassins ? Oui, ils tuent quand il s'agit de mater la révolte des pauvres ou quand les intérêts des riches sont menacés!

Face au mécontentement, Gbagbo s'était

exprimé à la télé pour dire qu'il mobilisait son équipe afin de «prendre des mesures urgentes pour faire baisser les prix ». Mais on a vu le résultat : ce n'était que mensonge ! Tout ce qu'on a pu voir les jours qui ont suivi, c'était une campagne médiatique mensongère payée à coups de millions, faisant croire que les prix avaient effectivement baissé. Dans la réalité, non seulement ils n'ont pas baissé, mais au contraire les travailleurs pouvaient constater de nouvelles hausses, même sur les produits de premières nécessités.

Devant cette réalité flagrante, le secrétaire général du gouvernement était obligé d'avouer par la suite que « le Président de la République constate avec regret que les prix n'ont pas changé... alors que l'Etat a renoncé à des taxes dont le montant est important ». Cette déclaration n'a pourtant pas

empêché le porte-parole du gouvernement, à peine quelques jours plus tard, d'affirmer que « l'inflation est maîtrisée à 2,7% en Côte d'Ivoire ! » (C'était le gros titre du journal *Fraternité-Matin* du 31 mai). Ce qui voudrait dire en d'autres termes, qu'une mar-



Côte d'Ivoire, 1^{er} avril:

femmes et jeunes dans la rue contre la vie chère

chandise qui coûtait au début du mois de janvier 2008 100 francs coûte aujourd'hui moins de 103 francs ! Autrement dit, la flambée des prix n'est qu'une simple vue de l'esprit ! C'est une insulte à l'égard des travailleurs qui arrivent à peine à se nourrir ! Chacun sait que nos dirigeants, à commencer par ceux qui sont les plus hauts placés, ne payent le plus souvent ni loyer, ni eau, ni électricité. Quant aux autres dépenses comme celles de la nourriture, quand

ça sort de leur poche, le montant doit leur sembler tellement petit qu'ils ne se rendent peut-être même pas compte que de l'argent est même sorti !

Pour montrer qu'il est actif, le gouvernement a organisé dernièrement à coups de millions, une rencontre à l'hôtel Président de Yamoussoukro durant deux jours, avec 200 invités tout frais payés au compte de l'Etat. Cette rencontre parrainée par le ministre Bohoun Bouabré, avait comme objectif d'« élaborer un Document stratégique de réduction de la pauvreté » ! Après quoi ce même Bohoun Bouabré s'est envolé pour Tokyo, au Japon, pour un séjour d'une semaine afin de participer à une « conférence internationale sur le développement de l'Afrique ». Faire du vent, c'est tout ce que ces gens-là savent faire. Et sur le dos des contribuables !

Parce que si ces gens-là voulaient vraiment lutter contre la pauvreté, la première mesure qu'ils pourraient prendre, c'est avant tout d'augmenter tous les salaires du public comme du privé de façon significative et immédiate ! Il est impossible de subvenir aux besoins élémentaires d'une famille avec un salaire de moins de 200 000 mille francs par mois à Abidjan ! Ils savent qu'il y a dans ce pays des salariés qui touchent 20.000 Fr par mois, quand ce n'est pas moins. C'est-à-dire, même pas le prix du transport ! Et lorsque les pauvres manifestent leur colère dans les rues, ce sont les fusils chargés qu'ils trouvent en face ! Voilà la réalité.

CÔTE D'IVOIRE

LEUR PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ENCORE DE LA DÉMAGOGIE !

Le début de ce mois de juin est marqué par une campagne gouvernementale pour soi-disant mettre fin au racket des corps habillés. C'est ce qui explique leur absence actuelle de plusieurs points. Mais combien de temps resteront-ils tranquilles dans leur coin ?

Les barrages de contrôle de policiers, gendarmes ou militaires ont toujours fait partie du paysage des routes et artères de la Côte d'Ivoire. Mais avec la crise politique qui a secoué le pays en 2002, ce phénomène a pris une autre allure. Il y en a dans tous les coins et recoins d'Abidjan et à travers

le pays, partout où un certain nombre de véhicules peuvent passer régulièrement. Ce sont surtout des points de rançonnage des chauffeurs de transport en commun, des camionneurs, des passagers ou même des passants. Tous ceux qui refusent de se soumettre à cette mafia, peuvent être victimes de « bavure ». Parfois, ils sont passés à tabac, quand ils ne sont pas abattus. L'histoire récente en est pleine d'exemples. Il y a à peine deux mois un chauffeur de Gbaka de Yopougon avait payé de sa vie son refus de payer à un barrage. Contre les exactions il y a eu souvent des grèves de transporteurs, de chauffeurs de gbaka ou de woro-woro.

Cette corruption n'est pas seulement au niveau des petits agents qui sont sur la route et qui accomplissent la sale besogne. Il n'est un secret pour personne que ces derniers rendent des comptes à leurs supérieurs qui à leur tour aussi rendent des comptes à plus hauts placés. Et jusqu'où remonte la chaîne de corruption? Il est bien facile de le deviner.

Déjà par le passé, le gouvernement avait prétendu qu'en mettant sur pieds des nouvelles structures et procédures administratives, il allait combattre ces pratiques. Il y a eu l'URC (Unité de régulation et Contrôle), les policiers appelés communément "Tampico", les escortes groupées, le «ticket unique de traverse», etc. Tout cela n'a rien changé. Bien au contraire, cela a permis aux corps habillés de légaliser certains de leurs rackets.

Il n'y a pas que la corruption des corps habillés dans ce pays, même si c'est la plus visible.

Elle est partout ! Pour avoir droit à quelque service public que ce soit, il faut passer par la magouille. Même pour trouver un emploi mal payé il faut soudoyer des intermédiaires. Les capitalistes font recours à cette pratique pour régler la plupart de leurs problèmes avec l'administration et le fisc. Ils achètent des juges, des avocats, des députés, des corps habillés voir même des chefs d'Etat pour faire avancer leurs affaires. Et si parfois des représentants du patronat comme Roger Billon ou Marcelle Gossio, le DG du port d'Abidjan, dénoncent la corruption des agents de sécurité sur la route, c'est parce qu'ils voudraient avoir les avantages de la corruption, sans avoir leurs petits inconvénients pour leurs affaires. Ils se gardent donc bien de décrier les autres aspects de la corruption qui les dérangent.

Alors quand ceux qui sont au sommet de la pyramide prétendent qu'ils vont mettre fin à cette corruption, il n'y a aucune illusion à se faire sur leur volonté. Ils ne vont pas tuer la poule aux œufs d'or.

CÔTE D'IVOIRE

DÉCHETS TOXIQUES: L'ÉTAT DOIT INDEMNISER LES TRAVAILLEURS DU PORT

Les travailleurs du port victimes des déchets toxiques n'ont pas pu faire leur marche de protestation du 27 mai pour exiger leur indemnisation. Les autorités ont envoyé des forces de l'ordre à tous les coins de rue dans la zone portuaire, les empêchant du coup de se regrouper.

Cela fait plusieurs mois que ces travailleurs attendent leur indemnisation. A chaque fois qu'ils réclament leur dû, on leur répond avec des matraques. C'est ainsi que leur marche précédente avait été réprimée sévèrement. Les «forces de l'ordre» avaient fait un mort du côté des travailleurs.

Cette fois-là, elles ont réussi à étouffer la manifestation.

Pendant ce temps les travailleurs qui souffrent des maladies causées par ces déchets sont livrés à eux-mêmes. C'est le cas d'un travailleur de Sivom, l'entreprise qui a été chargée du transfert des déchets vers les centres de traitement en Europe. Il souffre d'une infection due à l'aspiration de ces produits hautement toxiques. Pour qu'il puisse se soigner, ses collègues ont collé sa photo au port et organisé une collecte pour ce camarade en détresse. Pour un cas connu, combien de cas non connus.

=====

SÉNÉGAL**LA POPULATION EST FATIGUÉE
DES COUPURES D'ÉLECTRICITÉ**

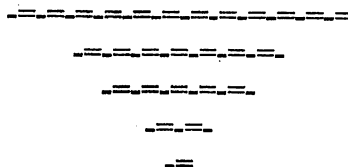
A Dakar les coupures de courant sont devenues de plus en plus fréquentes et de plus en plus longue surtout dans les quartiers populaires. Il arrive très souvent qu'une coupure dépasse douze heures par jour. Lorsqu'elle a le choix, la Sénélec coupe d'abord le courant dans les quartiers populaires pour favoriser les entreprises et les quartiers résidentiels riches. Néanmoins il arrive qu'il soit aussi coupé chez les riches, y compris au palais présidentiel. Face à cette situation, tous ceux qui en ont les moyens ont installé chez eux un groupe électrogène. Mais pour la grande majorité des abonnés qui n'ont que leur maigres salaires, il faut s'armer de patience et parfois supporter la fumée épaisse que dégagent les électrogènes des maisons cossues. Ils sont obligés de s'éclairer à la bougie pendant que les privilégiés ne manquent ni de lumière ni de climatisation étant donné qu'ils peuvent pallier la défaillance de la Sénélec.

Il y a plusieurs raisons à ces coupures qui ne datent pas d'aujourd'hui. La première est que le matériel de production de courant est obsolète. L'autre raison est que la quantité de courant produite est inférieure à la demande croissante. A ces deux raisons les dirigeants de cette société ajoutent qu'avec l'envolée des prix du pétrole, ils n'ont pas assez de liquidité pour acheter la quantité nécessaire de carburant pour faire tourner leurs centrales. Ils

disent que leur caisse est vide parce que l'Etat qui est leur plus grand client est le plus mauvais payeur.

Face au mécontentement grandissant des habitants qui disent que la Sénélec ne remplit pas sa mission correctement alors qu'elle est rapide lorsqu'il s'agit de couper le courant des usagers qui n'ont parfois que quelques jours de retard dans le paiement de leur facture d'électricité, les dirigeants se contentent des promesses. Ils disent qu'à l'« horizon de 2012 » la situation sera assainie grâce à des investissements « prévus » mais qu'ils ne possèdent pas encore. Personne n'est dupe.

Lorsque cette société avait été privatisée il y a quelques années, le président sénégalais expliquait alors que c'était dans le but de mieux la gérer afin de répondre aux besoins des usagers. Mais les acquéreurs n'ont rien investi et se sont contentés d'empocher les recettes. Il y avait toujours autant de coupures. Elle a été par la suite renationalisée mais cela n'a pas rien réglé. Depuis l'année dernière, il est de nouveau question de la reprivatiser. Il est sûr que dans tous ces mouvements de va-et-vient entre secteurs public et privé, il y en a qui se sont bien remplis les poches, à commencer par les gros capitalistes mais aussi des intermédiaires et de parasites de tous genres qui pullulent autour de la présidence.



MALI**DU RIZ BLOQUÉ À ABIDJAN ET DAKAR**

Alors que la population souffre de la flambée des prix des denrées alimentaires et notamment celui du riz, aliment de base, un autre problème vient de s'ajouter à cette difficulté : la raréfaction du riz. La raison est que plus 100.000 tonnes de riz à destination du Mali étaient bloquées aux ports d'Abidjan et Dakar (86.000 tonnes à Abidjan et 15.000 à Dakar). Les deux grands transporteurs maliens, Modibo Keita et Bakoré Sylla, qui possèdent des centaines de camions traînaient les pieds pour acheminer le riz vers Bamako. Ils trouvaient plus profitable de donner la priorité au transport du coton et du ciment. Une autre raison qu'ils ont invoquée est qu'il y a trop de « faux frais » dans le transport du riz. Et parmi ces faux frais il y a les rackets policiers et douaniers tout le long du trajet.

C'est vrai que les racketteurs sont particu-

lièrement voraces et nombreux entre Abidjan et la frontière malienne, mais cela ne concerne pas que le transport du riz. Même les simples passagers qui ne transportent rien sont rackettés, pas seulement les Maliens mais aussi les Ivoiriens qui se déplacent à l'intérieur du pays. Mais ce que voulaient surtout les transporteurs, c'est que le gouvernement malien leur donne plus d'argent pour prendre le riz bloqué à Dakar et à Abidjan. Finalement, les autorités maliennes ont dû réquisitionner les camions et les faire escorter par des soldats armés jusqu'aux dents. C'est à ce prix que le riz est arrivé dans les grandes villes du Mali en cette période de soudure et de flambée des prix. Mais les principales victimes des rackets et autres taxes officielles ne sont pas les transporteurs. Ceux-ci, même s'ils doivent s'acquitter de « faux-frais » les répercutent sur les consommateurs. Et finalement ce sont les petites gens au bout de la chaîne qui payent chèrement l'addition.

SOUDAN-TCHAD**DES REBELLES TENTENT DE PRENDRE LE POUVOIR**

Le 10 mai dernier des éléments rebelles du Mouvement pour la Justice et l'Égalité (MJE) basé dans le Darfour ont attaqué par surprise Omdurman d'abord puis Khartoum. C'est la première fois que des rebelles sont arrivés à livrer des combats en ville. On parle de 65 morts environ et des centaines de blessés dont certains étaient grièvement atteints.

Un responsable soudanais du ministère des Affaires étrangères a aussitôt accusé le Tchad d'être derrière cette attaque : « Nous avons les preuves qu'il y a eu des contacts entre les rebelles et le gouvernement tchadien (...) Il s'agit d'un complot du Tchad ». Quant à El Béchir Omar, chef de l'Etat soudanais, rentré précipitamment d'Arabie Saoudite, il a annoncé à la télévision la rupture des relations diplomatiques avec le Tchad puis a déclaré se « réserver le droit de riposte contre le pouvoir tchadien ».

De son côté Idriss Déby a condamné dès le début cette initiative du MJE et a nié toute implication de sa part. Mais face aux accusations répétées de Khartoum, il a pris la décision de fermer

la frontière avec le Soudan jusqu'à nouvel ordre.

Depuis environ 5 ans, date de la création du MJE, les deux dictateurs Déby et El Béchir Omar se font la guerre par l'intermédiaire des bandes armées. Déby utilise les rebelles du MJE qui appartiennent à la même ethnie que lui, les Zaghawa ; il les aide militairement et financièrement pour lutter contre le gouvernement de Khartoum qu'ils veulent renverser. Parfois ses propres frères retournent leurs armes contre lui : ils l'accusent de ne pas les aider assez dans leur lutte. Mais lorsque le régime de Ndjaména est en danger, ils volent au secours de Déby. C'était le cas en février dernier lorsque des éléments rebelles tchadiens voulaient prendre le pouvoir à Ndjaména. Après avoir repoussé les rebelles et sauvé ainsi son régime grâce au soutien déterminant de l'armée française, Déby a accusé publiquement El Béchir Omar d'avoir armé puissamment ces opposants tchadiens dans le but de le déstabiliser.

El Béchir, lui, se sert des Djandjawidws, une

milice à cheval créée et entretenue par Khartoum pour lutter contre les différents groupes rebelles disséminés dans le Darfour, dont le MJE. Quand cette milice attaque un village, elle ne fait pas dans le détail. Sous prétexte que les villageois, en majorité des Noirs sédentaires et cultivateurs, cachent les rebelles parmi eux, ils massacrent hommes, femmes ou enfants ; ils brûlent les maisons et emportent tout ce qui a une certaine valeur : chèvres, et autres animaux de la basse-cour, habits, tapis ou radios. Les villageois fuient par milliers pour trouver refuge dans les camps, à la frontière ou à l'intérieur du Tchad.

Dans la plupart des combats qui opposent les rebelles aux forces gouvernementales, ce sont

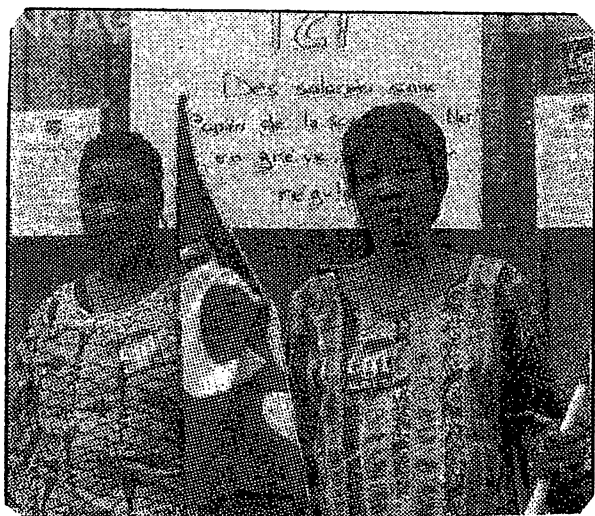
principalement les populations civiles qui paient le plus lourd tribut. Aujourd'hui ce sont les victimes d'Omdurman, de Khartoum et des faubourgs environnants qui sont venues grossir les rangs de celles des affrontements qui déchiraient et déchirent le Darfour, la frontière entre le Tchad et le Soudan et l'intérieur du Tchad, devenus tous des zones de guerre.

Combien de temps va durer cette situation ? Ce qui est sûr c'est que les deux régimes sont de véritables dictatures. La seule chose qui préoccupe leurs dirigeants c'est d'abord la préservation de leur pouvoir. Et pour y parvenir ils n'hésitent pas à semer la terreur.

IMMIGRATION

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS SANS PAPIERS CONTINUE

Depuis un certain temps, de plus en plus de travailleurs sans papiers qui auparavant se cachait, fuyaient les contrôles policiers dans le métro ou à la sortie des magasins ou parfois même aux abords des foyers immigrés, osent sortir de leur clandestinité pour relever la tête.



**Manette (nettoyage): Travailleuses
sans papiers en grève pour la
régularisation de leur situation**

Ainsi, que ce soit dans les restaurants ou dans les entreprises, ils osent se mettre en grève, au grand

jour, pour revendiquer la régularisation de leur situation administrative. Ainsi, récemment ils ont occupé pendant des jours un restaurant chic situé à Neuilly pour réclamer des papiers et bénéficier de certains droits, comme celui de se soigner par exemple. Citons aussi le cas de l'entreprise Sofrabrick où une grande partie des travailleurs campent depuis 15 mai dernier devant l'entrée pour réclamer un titre de séjour et une amélioration de leurs conditions de travail ainsi que la réintégration de leurs camarades licenciés. Rappelons que pendant la journée internationale de lutte des travailleurs, le 1^{er} mai, les sans papiers étaient nombreux à défilier dans le cortège de la CGT, sans la peur au ventre d'être arrêtés et conduits manu militari à l'aéroport pour être expulsés, ou internés dans l'un des centres de rétention.

Grâce aux soutiens des militants politiques, aux associations et à certains mouvements syndicaux tels que la CGT, la lutte continue, la liste des travailleurs sans papier en grève grandit et c'est tant mieux. C'est en luttant qu'ils peuvent gagner, et plus ils sont nombreux et déterminés, plus ils auront les moyens de se faire entendre et faire reculer le gouvernement réactionnaire de Sarkozy-Hortefeux,

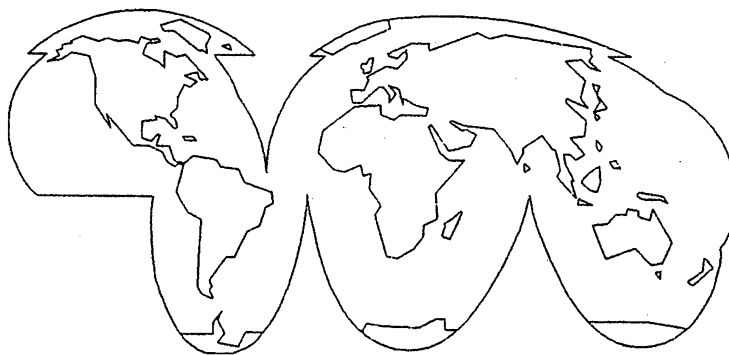
IMMIGRATION**SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DES RÉSIDENTS
DU FOYER DE LA RUE DU CENTENAIRE À MONTREUIL**

Le 31 mai dernier, les résidents des trois foyers de Montreuil (Bara, Rochebrune et Centenaire) et le Collectif pour l'avenir des foyers ont organisé une journée porte ouverte pour sensibiliser les habitants, les militants de quartiers et les associations de soutien sur leur mauvaise condition de logement. A cette occasion, ceux de la rue du Centenaire ont tenu une conférence pour rappeler la longue histoire de leur lutte depuis la destruction, en 1981 de leur ancien foyer situé à la rue Léon Gaumont, à la porte de Montreuil. Le terrain sur lequel était bâti leur foyer était convoité par des promoteurs immobiliers avides de profits. Grâce à leur mobilisation et à leur lutte, ils avaient obtenu d'être relogés provisoirement dans des baraquements à la rue Nouvelle France à Montreuil. On leur avait promis qu'ils allaient tous être relogés dans un nouveau foyer au bout de trois ans. Mais 14 années sont passées sans que ce qui leur avait été promis se réalise. Les autorités avaient décidé de les

chasser et de les disperser par petits groupes dans des conditions qui ne correspondaient pas à ce qui leur avait été promis. Ils sont restés ensemble et solidaires.

En 1996 le foyer Nouvelle France est détruit à l'aide de bulldozer. Les travailleurs ont résisté aux matraques et au gaz lacrymogène des CRS envoyés sur les lieux pour les déloger. Mais même leur foyer détruit, ils continuaient à camper sur le lieu. Plusieurs mois après, les résidents s'installent devant la mairie de Montreuil. Ils y ont passé une semaine puis occupent une usine désaffectée, rue du Centenaire. Ils se sont organisés pour transformer cette usine en lieu d'habitation collective. Ils ont fait installer l'eau et l'électricité et gèrent eux-mêmes leur habitation. Il a fallu du courage et de la persévérance pour résister à l'énorme pression de la mairie et de la préfecture. Ils ont tenu bon et continuent à lutter pour être relogés correctement dans un foyer digne de ce nom. Ils ont besoin de notre solidarité.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.